

La BNS soutient-elle le dollar?

Oskar Freysinger. Une motion qu'il a déposée au Conseil national reproche aux autorités fédérales de brader les réserves d'or pour soutenir la monnaie américaine. Eclaircissements.

MOHAMMAD FARROKH

Déposée au plus fort de la crise financière, en octobre, au dernier jour de la session des Chambres fédérales, une motion d'Oskar Freysinger est passée pratiquement inaperçue (en dépit ou peut-être à cause de son caractère profondément dérangeant). Le conseiller national UDC valaisan demandait rien de moins que la Suisse se désolidarise du dollar et cesse ses ventes d'or pour soutenir la monnaie américaine.

La réponse du Conseil fédéral est tombée sèche et sonnante: non, le franc n'est pas rattaché au dollar. Oui, la Banque nationale a vendu de l'or, mais cette politique a été «dictée par les besoins de la politique monétaire». Au surplus, la vente de 250 tonnes d'or annoncée en juin 2007 a été achevée le 26 septembre 2008. Il reste que, comme par hasard, la date coïncide avec l'éclatement de la pire crise financière depuis 1929.

Quant à convoquer une conférence «Bretton Woods II», autre élément de la motion Freysinger, elle est aussi refusée, de façon nettement moins brutale, puisque le Conseil fédéral assure en avoir «pris connaissance avec intérêt».

CRITIQUE. Il faudrait plus que cette manifestation polie d'intérêt pour satisfaire le conseiller national valaisan, qui assure avoir l'essentiel de son parti derrière lui. Enfin presque: sa motion est cosi-



CONTROVERSE. La Suisse a soutenu le dollar dans le passé. Ce n'était pas judicieux. Est-ce judicieux aujourd'hui de vendre de l'or?

gnée par une dizaine de membres du groupe parlementaire UDC, dont Hans Fehr et Yvan Perrin. Un échantillon relativement restreint qui s'expliquerait par la hâte avec laquelle le texte a été rédigé, initialement en version allemande seulement.

De fait, un conseiller national tel que Hans Kaufmann, souvent présenté comme le spécialiste économique et financier de l'UDC, affirme ne pas en avoir eu connaissance. «Et je ne l'aurais pas signée», précise-t-il avant de critiquer sans trop de ménagement l'œuvre de son collègue de parti. La conférence de suivi de Bretton Woods?

Inutile, elle ne servirait à rien de l'avis de Hans Kaufmann. Le lien entre le franc suisse et le dollar? Inexistant, selon le conseiller national UDC de Zurich qui rejoint en cela le Conseil fédéral: «Si c'était le cas, un dollar vaudrait toujours 4 francs.»

L'ancien professeur à l'Université de Saint-Gall, Hans Schmid, est pourtant moins catégorique lorsqu'on l'interroge sur l'éventualité de ventes d'or pour soutenir le dollar: «La BNS l'a fait dans le passé. Et ce n'est pas judicieux.» Hans Schmid a aussi été l'un des rares économistes à s'opposer aux ventes d'or de la BNS. «On ne sait pas ce que

l'avenir nous réserve», dit-il. Ce qui était vrai il y a une dizaine d'années l'est encore plus dans le contexte actuel, alors que le stock d'or restant, 1040 tonnes, représente tout au plus la moitié des engagements pris par la Confédération pour soutenir UBS.

MALAISE. La motion Freysinger exprime donc un réel malaise et, dans cette perspective, pourrait bien revenir sur le tapis, peut-être reformulée de manière un peu différente. Le conseiller national UDC valaisan compte mettre les questions abordées dans sa motion au programme du plénum, et le débat pourrait rebondir sur la question du positionnement des grandes banques sur le marché américain. Et Oskar Freysinger de ne prononcer le nom d'UBS qu'à l'anglaise, la «youbiess». La prononciation est un symbole, car le fond du problème est là, lié aux pertes abyssales d'UBS, mais aussi de Credit Suisse, sur le marché américain.

«Le secret bancaire a été levé pour les clients américains», déplore le conseiller national valaisan qui craint un dangereux précédent. L'UE pourrait s'engouffrer dans la brèche ouverte par les Américains. Comme elle l'a déjà fait après l'accord d'«intermédiaire qualifié» permettant au fisc des Etats-Unis de prélever son dû sur les avoirs déposés dans les banques suisses par des sujets fiscaux américains. A l'époque, dans les années 1999-2000, on assurait que le secret bancaire serait préservé. ■